



Trump et la crise de la démocratie américaine

Laurence Nardon

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2017/1 Printemps**, PAGES 11 À 22
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365676458

DOI 10.3917/pe.171.0011

Date de mise en ligne : 13/03/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-1-page-11?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Trump et la crise de la démocratie américaine

Par **Laurence Nardon**

Laurence Nardon est responsable du programme Amérique du Nord de l'Ifri.

La victoire de Donald Trump lors de l'élection présidentielle de 2016 traduit une crise de la démocratie américaine. Le discours anti-élites, anti-système et anti-immigration de l'homme d'affaires new-yorkais a notamment séduit l'électorat blanc peu diplômé des États désindustrialisés. La campagne électorale a été caractérisée par la prolifération des déclarations outrancières voire mensongères. Les États-Unis sont entrés de plain-pied dans l'ère de la « politique post-vérité ».

politique étrangère

L'élection de Donald Trump, le 8 novembre 2016, a plongé le monde dans la stupéfaction. Quasiment personne n'avait prévu la victoire du businessman new-yorkais. Cette victoire a d'ailleurs tenu à la majorité courte et inattendue qu'ont remportée les républicains dans quelques États du nord-est des États-Unis (Michigan, Pennsylvanie et Wisconsin) et en Floride, alors même que la démocrate Hillary Clinton remportait 65,8 millions des suffrages au niveau national, contre 63 millions pour le vainqueur¹.

La grande majorité des médias américains – que Trump dénonce sous le label de « mainstream liberal media » (« médias progressistes bien-pensants ») – présente l'élection de cet homme d'affaires à la personnalité narcissique et impulsive, comme le signe d'un échec du système politique américain.

En réalité, la crise de la démocratie aux États-Unis se manifeste depuis plus d'une décennie par les dysfonctionnements des institutions fédérales, et par un accroissement du rôle de l'argent dans la vie politique. Si l'élection

1. La victoire de Trump a relancé le débat sur la réforme du collège électoral. Si la suppression de l'élection présidentielle au suffrage indirect a peu de chance d'être adoptée, compte tenu de l'attachement des États au fédéralisme, ces derniers pourraient plus facilement adopter un système d'élection à la proportionnelle (comme c'est déjà le cas dans le Maine et le Nebraska), afin que les grands électeurs soient attribués plus justement.

de Trump est le signe d'une réaction populiste à ces dysfonctionnements, elle contribue également, par la dégradation du discours politique qu'elle consacre, à leur aggravation. L'hypothèse d'une présidence Trump de nature fasciste semble excessive, mais les années à venir ne seront pas sans risque pour l'image de la démocratie américaine dans le monde.

Une crise des institutions dûment constatée

Le fonctionnement erratique des institutions américaines est dénoncé depuis au moins le début des années 2000. Comme le montrent précisément les chercheurs Norman Ornstein et Thomas Mann dans leur ouvrage *It's Even Worse Than It Looks*², on assiste en effet à une dégradation continue de la vie politique américaine, conduisant à une paralysie des institutions.

À la différence des systèmes parlementaires à la britannique, le système de stricte séparation des pouvoirs mis en place par les Pères fondateurs dans la Constitution de 1787 repose sur l'exercice permanent du débat, et sur le compromis entre acteurs politiques. Au Royaume-Uni, le Parlement peut être dissous par le Premier ministre, qui peut lui-même se voir démis par une motion de censure. Ainsi de nouvelles élections législatives viennent-elles régulièrement remettre le compteur démocratique à zéro. Dans le système présidentiel américain au contraire, le président ne peut dissoudre les chambres et ces dernières ne peuvent retirer leur confiance au président³. Les membres des deux partis sont donc condamnés à s'entendre sur les décisions à prendre, que ce soit au sein de la Chambre des représentants ou du Sénat, entre les deux chambres ou encore entre le Congrès et la Maison-Blanche. Sinon, c'est le blocage (*gridlock*) jusqu'aux élections suivantes.

Or un certain nombre d'évolutions ont entraîné une polarisation de la scène politique américaine, et l'impossibilité croissante pour les membres des deux partis de mener une discussion constructive pour aboutir à l'adoption des textes législatifs nécessaires à la bonne marche du pays. Le premier élément est ici le morcellement du paysage médiatique américain, entamé avec l'apparition des chaînes de télévision accessibles par abonnement dans les années 1980, et poursuivi par celle des médias en ligne dans les années 2000. La multiplication des sources d'information permet désormais à chacun de choisir des analyses proches de ses idées politiques,

2. T. E. Mann et N. J. Ornstein, *It's Even Worse Than It Looks. How the American Constitutional System Collided with the New Politics of Extremism*, New York, Basic Books, 2012, p. 14.

3. La procédure de destitution du président des États-Unis (*impeachment*) est déclenchée dans les cas de trahison, corruption ou autres crimes et délits majeurs (article 2, section 4 de la Constitution). Elle ne peut être utilisée pour des raisons de désaccord politique.

ce qui a mis fin à l'existence d'une opinion publique consensuelle dans le pays. Dès lors, les électeurs se détournent des candidats dont les vues semblent trop modérées.

Un second facteur tient sans doute au départ du parti républicain vers la droite de l'échiquier idéologique américain. Le succès foudroyant du Tea Party dans les années 2009-2012 a imposé des idées radicales à l'ensemble du parti. Il est commun désormais d'entendre des politiciens sérieux de Washington défendre des positions anti-scientifiques sur le changement climatique et la théorie de l'évolution de Darwin, voire sur le lieu de naissance de l'ex-président Obama. Dans ce contexte, le fait même pour les républicains de débattre avec des élus démocrates est devenu le signe d'une possible trahison. Cette hostilité a été aggravée par la maladresse, voire la réticence, dont le président Obama a fait preuve dans ses échanges avec les membres républicains du Congrès entre 2008 et 2016. Pour sa part, le parti démocrate a également évolué vers sa gauche, surtout avec la campagne de Bernie Sanders en 2016, mais il reste nettement en retrait de l'évolution du parti républicain en termes d'agressivité et d'irrationalité.

Une étape marquante de cette polarisation a été le refus de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, à l'automne 2013, d'accepter une nouvelle hausse du plafond de la dette fédérale, et donc de voter le budget de l'État, provoquant un blocage des institutions fédérales (*shut-down*). Au lendemain du décès du juge de la Cour suprême Antonin Scalia en février 2016, c'est la majorité républicaine du Sénat qui a refusé d'examiner la candidature du juge Merrick Garland, proposée par le président Obama. Quant au *filibuster*, technique d'obstruction parlementaire réservée au Sénat, il a été utilisé de façon tellement systématique et abusive au début de la présidence Obama qu'une série de réformes en a limité l'utilisation en 2013, notamment pour la confirmation des hauts responsables de l'administration. Toute notion de compromis avec le parti adverse semble donc avoir disparu, aboutissant à une inaction parlementaire record depuis 2009⁴.

Le contrat social américain et le règne de l'argent

Lors de son voyage d'études aux États-Unis en 1832, Tocqueville avait observé que le principe d'«égalité des conditions» entre citoyens, véritable fondement philosophique du système politique américain, se déclinait de deux manières. L'égalité était à la fois politique, avec l'exercice

4. Voir les chiffres de Drew DeSilver, *Congress' Productivity Improves Somewhat in 2015*, Pew Research Center, Fact Tank, 29 décembre 2015. La productivité parlementaire y est mesurée par le nombre de lois votées dans la première année de la législature.

du suffrage universel selon la formule «un homme, une voix», et économique, avec une égalité des chances promettant une réelle possibilité d'ascension sociale à tous les citoyens et menant au développement d'une classe moyenne importante et dynamique. Or, au blocage des institutions s'ajoute aujourd'hui une autre dérive liée à l'argent, et qui touche à ces deux piliers de la démocratie américaine.

Une atteinte à l'égalité politique

La vie politique américaine a toujours été marquée par des mouvements de balancier entre renforcement et affaiblissement du contrôle des dépenses électorales. Le *Federal Election Campaign Act* de 1974 et la loi McCain-Feingold de 2002, par exemple, ont encadré la communication et les dépenses électorales, et mis en place des règles de transparence ainsi que des autorités de contrôle (la Federal Election Commission est créée en 1975). Dans son ouvrage *Corruption in America*⁵, la juriste Zephyr Teachout explique qu'au

La captation du processus démocratique par les plus riches

contraire le pays traverse aujourd'hui une période de grand laxisme concernant le contrôle de l'argent en politique. Cette évolution est due principalement aux conceptions actuelles de la Cour suprême. Au travers d'une série de décisions récentes (arrêts *Citizen United* et *SpeechNow* de 2010, *McCutcheon* de

2014), celle-ci a en effet jugé d'une part que l'argent dépensé dans le cadre d'une campagne électorale était une mesure de la liberté d'expression garantie par le premier amendement à la Constitution⁶ ; et d'autre part que les entreprises et les syndicats avaient le droit de contribuer, au même titre que les individus, à la vie politique du pays. Il serait donc anticonstitutionnel de fixer un plafond à leurs dépenses politiques.

Les Comités d'action politique dits «super PAC», permettent aux personnes morales privées de participer sans limite aux «dépenses indépendantes» d'une campagne – celles qui ne sont pas coordonnées avec le candidat soutenu. Entreprises et syndicats bénéficient en outre d'obligations de transparence réduites, puisqu'il leur suffit de créer des sociétés écran pour disparaître de la scène. Cette évolution du droit revient donc à accorder aux acteurs les plus riches un pouvoir d'influence extrêmement important dans les campagnes électorales, ce qui entraîne une véritable captation du processus démocratique. Or, comme le rappelle le professeur à Princeton Paul Starr, les grands donateurs des partis et des

5. Z. Teachout, *Corruption in America, From Benjamin Franklin's Snuff Box to Citizens United*, Cambridge, Harvard University Press, 2014.

6. Ce principe, dit aussi «money is speech», avait déjà été admis par la Cour en 1976, dans l'arrêt *Buckley v. Valeo*.

candidats ont toujours des attentes en termes de législation, notamment sur les sujets fiscaux⁷...

Aucun rééquilibrage en faveur d'un meilleur contrôle des dépenses en politique n'est actuellement en vue. En effet, Donald Trump a déjà fait connaître la liste des candidats qu'il compte proposer pour remplacer le juge Antonin Scalia, ainsi que, le cas échéant, d'autres juges de la Cour suprême dans les quatre années à venir. Tous très conservateurs, ils auront sans doute les mêmes opinions que la Cour actuelle sur le financement des campagnes électorales.

Une mobilité sociale entravée

Dans les deux décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont connu une période d'égalisation des conditions économiques, grâce à la prospérité des classes moyennes et à la mise en place des systèmes de redistribution *Medicare*, *Medicaid* et *Social Security* (pour les retraites). Mais le mouvement s'est inversé à partir de la fin des années 1960, avec le retour en grâce des idées conservatrices dans le débat public américain. Les théories économiques libérales y acquièrent alors une grande prééminence, comme par exemple l'idée que l'action de l'État dans la sphère économique est néfaste, que le profit est le moteur exclusif de la vie économique, enfin que l'accroissement des revenus des plus riches dans une société entraîne, par le biais de leurs investissements et de leur consommation, l'enrichissement progressif de tous. Margaret Thatcher et Ronald Reagan furent les premiers à appliquer ces principes dans les années 1980, sous le nom de théorie du ruissellement (*trickle down theory*). Ils furent imités par tous les présidents américains suivants, y compris les démocrates Bill Clinton et Barack Obama.

Ces choix de politique économique provoquèrent tout d'abord, sous Reagan, la mise en place d'une fiscalité favorable aux plus riches, poursuivie par les «cadeaux fiscaux de Bush» («Bush tax cuts») de 2001 et 2003, qu'Obama prorogea jusqu'en 2012. La possibilité de spéculation financière fut également élargie, grâce à l'abrogation, en 1999, sous la présidence de Bill Clinton, de la loi Glass-Steagall, qui avait établi en 1933 une séparation stricte entre banques d'investissement et banques de dépôt. Cette décision, préparée par un lobbying intense des professions financières, permit à ces dernières d'utiliser à nouveau l'épargne des particuliers pour conduire des placements risqués. Elle

7. P. Starr, «How Gilded Ages End – Protecting Democracy from Oligarchic Dominance Is, Once Again, a Central Imperative of American Politics», *The American Prospect*, printemps 2015.

est considérée aujourd'hui comme l'une des causes principales de la crise financière de 2007-2008.

Enfin, jusqu'à récemment, la plupart des économistes ont tenu un discours très positif sur le concept de libre-échange, voyant dans les grands accords signés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ou dans des cadres multilatéraux⁸, une source d'enrichissement pour tous. Or nombre de sources sérieuses estiment aujourd'hui que ces accords ont eu des conséquences négatives pour les classes moyennes des pays développés. Une étude récente du Massachusetts Institute of Technology (MIT) démontre ainsi que les accords avec la Chine, notamment, ont provoqué la disparition d'un million d'emplois industriels directs, et de 2,4 millions d'emplois indirects, aux États-Unis, principalement dans les États industriels du Nord-Est, entraînant un décrochage des classes moyennes de la *Rust Belt*⁹.

Pour toutes ces raisons, l'effet égalisateur des décennies progressistes s'est effacé, et la société américaine est redevenue aujourd'hui aussi inégalitaire qu'à la veille de la crise de 1929. Dans son ouvrage sur l'accroissement des inégalités paru en 2013, *Le Capital au XXI^e siècle*¹⁰, best-seller aux États-Unis, Thomas Piketty indique que les 1 % les plus riches des États-Unis gagnaient 23 % des revenus du pays en 2012, soit le même pourcentage qu'en 1928¹¹. Selon le Pew Research Center, la classe moyenne ne représente plus que 50 % de la population américaine contre 61 % en 1971¹². Or, les travaux récents de deux chercheurs de Stanford concluent que ce que les économistes appellent « l'élasticité intergénérationnelle » est encore plus limitée aux États-Unis qu'on ne le pensait auparavant¹³ : les individus tendent à avoir des revenus similaires à ceux de leurs parents.

8. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), par exemple, a été signé par les États-Unis, le Mexique et le Canada en 1994.

9. D. H. Autor, D. Dorn et G. H. Hanson, « The China Shock: Learning from Labor-Market Adjustment to Large Changes in Trade », *The Annual Review of Economics*, 8 août 2016. Étude et chiffres cités par J.-B. Velut, *Vers une économie américaine protectionniste ? 2/2*, vidéo de la conférence annuelle de l'Ifrri sur les États-Unis, 1^{er} décembre 2016, disponible sur : <www.youtube.com>.

10. T. Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Le Seuil, 2013. Voir aussi T. Piketty et E. Saez, « Income Inequality in the United States, 1913- 1998 », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 118, n° 1, 2003.

11. Les États-Unis sont revenus à un indice de Gini de 0,476 en 2016 contre 0,376 en 1968. Le coefficient de Gini mesure l'ampleur des inégalités sur une échelle de zéro à 1, où zéro signifie une égalité de revenu totale entre les individus et 1, la situation dans laquelle une seule personne gagne tout et les autres rien.

12. Pew Research Center, Social and demographic trends, *The American Middle Class is Losing Ground, no Longer the Majority and Falling Behind Financially*, 9 décembre 2015.

13. P. A. Mitnik et David B. Grusky, *Economic Mobility in the United States*, rapport du Pew Charitable Trust et de la Fondation Sage Russell, juillet 2015.

Un pays qui connaît de grandes inégalités de revenus et dans lequel ces inégalités sont transmises de génération en génération, ne peut plus prétendre offrir l'égalité des chances à ses citoyens. Cette remise en cause du contrat social de 1787 constitue une menace supplémentaire pour la démocratie américaine.

Une victoire réactionnaire

David Frum, ex-plume du président G. W. Bush, aujourd'hui journaliste à *The Atlantic*, a été l'un des premiers à analyser la popularité du candidat Trump dans la campagne de 2016 comme le signe d'une révolte de l'électorat républicain contre les élites de ce même Parti¹⁴. Il explique ainsi que le parti républicain a progressivement abandonné la cause des classes moyennes, qui constituaient pourtant une partie importante de sa base, pour coller aux intérêts de ses grands donateurs, qu'ils soient issus de la finance ou de l'entreprise. Mitt Romney, candidat républicain en 2012, fit ainsi campagne sur un projet de réductions fiscales pour les plus aisés, de coupes budgétaires visant principalement les programmes sociaux destinés aux classes moyennes, d'un retour à la dérégulation financière, d'accroissement du libre-échange et de l'immigration de travail.

Or, pendant ce temps, l'électorat de base du parti demandait la protection de ses intérêts économiques, et non la rétribution des élites. Oublié des politiciens *mainstream*, apeuré et en colère, c'est en 2016 que cet électorat a trouvé en Donald Trump son champion. Ce dernier a en effet mené campagne sur des thèmes populistes et protestataires, favorables aux classes populaires. Dénonçant la fin du rêve américain pour les Américains humbles et méritants, Trump accusait les élites économiques (« Wall Street » et le « Big Business »), politiques (« Corrupt Washington ») et médiatiques (« mainstream liberal media »), d'avoir mis en place un système truqué. Il fallait « assainir le marécage », en finir avec les accords de libre-échange et avec une fiscalité pesant de façon disproportionnée sur l'« Amérique du milieu ».

Une campagne sur des thèmes populistes et protestataires

Cette partie du programme de Trump était similaire à ce que proposait, du côté démocrate, Bernie Sanders. Concurrent d'Hillary Clinton, ce dernier se définissait comme un « socialiste », ce qui le situait très à gauche dans le paysage politique américain. Il appelait à la fin des accords de libre-échange et à une fiscalité plus redistributive, à l'européenne. En reflet des positions de Donald Trump, Sanders dénonçait également, de son côté,

14. D. Frum, « The Great Republican Revolt », *The Atlantic*, janvier-février 2016.

un parti démocrate qui avait abandonné les classes moyennes, qui concentrait son discours sur la défense des minorités et des Américains les plus pauvres, du mariage homosexuel et de l'avortement, tout en défendant lui aussi en réalité les intérêts financiers des élites du pays.

Donald Trump proposait ainsi, début 2016, la suppression des avantages fiscaux pour les gestionnaires de fonds spéculatifs. Il avait, à ce moment-là, l'immense avantage de ne pas avoir besoin de donateurs pour sa campagne. Le businessman s'appuyait en effet sur sa fortune personnelle, et surtout sur la publicité gratuite que lui ont assurée les médias pendant de nombreux mois – le récit de ses déclarations scandaleuses assurant une audience record aux télévisions, radios et autres sites internet.

Dans la mesure où Donald Trump a gagné en développant des thèmes contestataires contre les candidats du système, qu'il s'agisse d'un Jeb Bush lors des primaires républicaines, ou d'Hillary Clinton dans l'élection finale, son succès peut être interprété comme une réaction de la démocratie américaine contre les dérives de ce système : l'électeur a refusé de jouer le jeu, l'argent des donateurs de l'*establishment* n'a pas réussi à acheter l'élection. Si la victoire de Trump peut être vue de façon positive sur un point, c'est en ce qu'elle démontre la résilience du principe démocratique aux États-Unis.

L'élément xénophobe

Ceci posé, l'analyse ne peut ignorer la composante raciste du discours de Donald Trump. Ce dernier a multiplié les attaques contre les Latinos-Américains et les musulmans. Il a mis plusieurs mois à désavouer David Duke, ancien dirigeant du Ku Klux Klan qui avait pris position en sa faveur pendant la campagne¹⁵. Renforcée par l'attitude anti-politiquement correct que revendiquait fièrement le candidat, cette partition xénophobe a constitué un élément central de ses discours pendant toute la campagne.

Les classes moyennes dont Trump défend la sécurité économique sont en majorité composées de Blancs. Ses partisans sont en majorité des Blancs non-diplômés venus des États désindustrialisés¹⁶. Le candidat a eu beau jeu de dénoncer une immigration qui tire leurs salaires vers le bas, et l'aide accordée par l'État à des minorités qu'il considère comme assistées et sans mérite. Il a également su attiser l'angoisse existentielle et la colère d'une partie de la population américaine à laquelle le Bureau du recensement

15. E. Osnos, « Donald Trump and the Ku Klux Klan: A History », *The New Yorker*, 20 février 2016.

16. C. Sellin, « Trump et l'électorat populaire blanc », *Potomac Papers*, n° 29, Ifri, septembre 2016.

explique depuis des années qu'elle va devenir minoritaire dans le pays face à une majorité de Noirs, de Latinos et d'Asiatiques.

Des électeurs bientôt trahis ?

L'une des évolutions marquantes de la fin de la campagne de Trump a été le passage d'un discours favorable aux intérêts d'une classe moyenne appauvrie par la crise, à un autre discours favorable aux élites politiques et économiques du pays. Les mesures fiscales proposées par le milliardaire y étaient devenues plus floues, ses projets de dérégulation financière plus appuyés. Cette transformation a été encore plus frappante au lendemain de sa victoire. En effet, les responsables que Trump a choisis pour devenir secrétaires de son cabinet sont dans l'ensemble de riches conservateurs. Parmi les politiques qu'ils vont défendre figurent le recours aux énergies fossiles et le soutien aux écoles privées (*charter schools*). La contestation du système et la défense des « petits Blancs » semblent avoir disparu.

Le nouveau président aura sans aucun doute la volonté de respecter certains engagements de campagne. Il a d'ores et déjà entamé des discussions avec de grandes entreprises de l'automobile pour faire rester ou revenir aux États-Unis des emplois industriels peu qualifiés. S'il est revenu en arrière sur la taille du mur qu'il propose de construire sur la frontière avec le Mexique et sur le nombre d'immigrés illégaux à renvoyer chez eux, il garde néanmoins une rhétorique agressive sur les questions d'immigration¹⁷.

Ce sont donc l'ampleur et la visibilité de la trahison qu'il va infliger à ses électeurs venus des classes populaires qui restent aujourd'hui à déterminer.

La question du fascisme

Cette évolution du discours de Trump rappelle la lecture du fascisme proposée par l'historien Pierre Milza¹⁸. Ce dernier évoque en effet, au sujet de la période de l'entre-deux-guerres en Italie et en Allemagne, un « premier fascisme » contestataire, voire révolutionnaire, mettant en avant des idées anticapitalistes et anti-élites empruntées à l'extrême gauche, mêlées à la xénophobie et à l'antisémitisme. Les succès électoraux venant, le ralliement des grandes entreprises et institutions financières italiennes et allemandes devait concorder avec le recentrage du discours sur les

17. The Associated Press, « Will Trump's Promised Wall Become Taxpayer-Funded Fence? », *The New York Times*, 6 janvier 2017.

18. P. Milza, *De Versailles à Berlin, 1919-1945*, Paris, Armand Colin, 1997.

thèmes conservateurs et racistes : le «second fascisme» devenait alors exclusivement réactionnaire.

Le parallélisme possible incite à s'interroger sur la nature du projet de Trump. L'accusation de fascisme a été lancée par Robert Kagan dans un article du *Washington Post* de mai 2016, «This Is How Fascism Comes to America¹⁹». Donald Trump y est comparé au gouverneur puis sénateur de Louisiane Huey Long, ou au sénateur du Wisconsin Joseph McCarthy, la ressemblance étant soulignée avec leur caractère égocentrique, et leurs propos nationalistes et xénophobes.

Si l'on reprend les éléments de définition proposés par Pierre Milza, on voit pourtant que Donald Trump ne coche pas toutes les cases d'une démarche véritablement fasciste. Certes, l'élément xénophobe est très présent dans son discours. Lors de plusieurs meetings de campagne, il a aussi recommandé des actions antidémocratiques, en menaçant de jeter en prison sa rivale démocrate (*Lock her up !*) et d'user de violence contre des opposants. Il se considère de toute évidence comme un chef charismatique. Cependant il manque à son projet quelques éléments essentiels du fascisme : son discours nationaliste n'est pas expansionniste mais plutôt un discours de repli ; l'état de déréliction dans lequel il a mis le parti républicain nous éloigne fort d'un parti unique et de masse. Enfin, le magnat new-yorkais n'exprime pas de projet de contrôle totalitaire de la société, mais plutôt une volonté de laisser-faire sociétal fondé sur l'indifférence.

Au-delà, les modifications permanentes de ses projets sur certains thèmes, les démissions fréquentes que l'on peut craindre au sein de l'administration Trump, comme cela s'est produit dans son équipe de campagne, mettent les observateurs dans l'incapacité de prévoir ce que sera sa présidence²⁰.

L'ère de la «politique post-vérité»

Il semble certain, en revanche, qu'une autre remise en cause du principe de démocratie aux États-Unis soit en cours : il s'agit de l'atteinte inédite à la qualité et à la dignité du discours politique qui s'est particulièrement manifestée au cours de la campagne 2016. Les outrances et les mensonges de Trump n'ont pas inauguré cette pratique mais sont venus la renforcer.

19. R. Kagan, «This Is How Fascism Comes to America», *The Washington Post*, 18 mai 2016, disponible sur : <www.washingtonpost.com>.

20. J. Zogby, «Trump Presidency Will Be as Predictable as Trump Campaign», *Forbes*, 5 janvier 2017.

Tony Schwartz, qui fut le « nègre » de Donald Trump pour la rédaction de son ouvrage *The Art of the Deal* – grand succès de 1987 – a fait part de ses remords dans un article récent. Il voit dans le nouveau président une personnalité narcissique, entièrement dominée par ses pulsions, incapable de se concentrer²¹. Les historiens reviendront avec consternation sur l'incroyable litanie de ses déclarations intolérables sur les Latinos, les handicapés, les femmes ou les musulmans. La décence ordinaire (*common decency*) dont parlait George Orwell a été continûment ignorée par Trump au cours de sa campagne²². Ils s'étonneront aussi des innombrables inexactitudes repérées dans ses propos, qu'il s'agisse de mensonges délibérés ou simplement de discours mal préparés sur le fond. Autant de lignes rouges qui furent franchies dans la campagne, sans jamais nuire à sa popularité.

En effet, le phénomène déroutant est ici que l'exactitude factuelle ne semble plus avoir d'importance. Dans son ouvrage *The Post-Truth Era*²³, Ralph Keyes décrivait une société américaine dans laquelle les enjolivements et les demi-vérités étaient devenus la norme. Avec la campagne de Donald Trump aux États-Unis, mais aussi celle du Brexit en Grande-Bretagne, le terme a fait son entrée en politique et acquis une grande visibilité, au point qu'il a été choisi comme « mot de l'année 2016 » par les éditeurs du prestigieux *Oxford English Dictionary*²⁴.

L'exactitude factuelle semble ne plus avoir d'importance

Tout se passe comme si, dans les propos tenus par les politiciens et rapportés par la presse, la vérité ne comptait plus. Comme l'explique Salena Zito dans *The Atlantic*, « les supporters de Trump le prennent au sérieux, mais ne prennent pas ses propos littéralement²⁵ ». Au contraire, le public des meetings de campagne de Donald Trump manifestait sa joie à voir remettre en cause le savoir et les attitudes politiquement correctes des élites scientifiques et intellectuelles. La multiplication des réseaux sociaux et des blogs, qui permettent à tout un chacun de raconter n'importe quoi, renforce depuis longtemps cette évolution. Ce qui importe, en revanche, c'est la perception d'une authenticité chez la personne qui s'exprime. Ce qui a fait le succès de Trump, c'est qu'il parlait avec spontanéité, souvent

21. J. Mayer, « Trump's Boswell Speaks. The Ghostwriter of "The Art of the Deal" Says That Trump Is Unfit to Lead », *The New Yorker*, 25 juillet 2016.

22. B. Bégout, *De la décence ordinaire. Court essai sur une idée fondamentale de la pensée politique de George Orwell*, Paris, Allia, 2008.

23. R. Keyes, *The Post-Truth Era: Dishonesty And Deception In Contemporary Life*, New York, St-Martin's Press, octobre 2004.

24. « Post-Truth Politics: Art of the Lie » et « The Post-Truth World. Yes, I'd Lie to You », *The Economist*, 10 septembre 2016.

25. S. Zito, « Taking Trump Seriously, not Literally », *The Atlantic*, 23 septembre 2016.

avec colère, face à une Hillary Clinton aux propos dénués d'émotion, perçus comme calculés et hypocrites.

Ainsi, ce qui est battu en brèche avec la victoire de Donald Trump, c'est l'idée qu'une démocratie est un système de débats et de compromis apaisés entre personnes sérieuses, éduquées et pondérées, entre « honnêtes hommes ». Le phénomène post-vérité, qui est à la fois une démarche anti-élites et anti-intellectuels, et une quête d'authenticité, trouve sa place dans les mouvements populistes qui traversent aujourd'hui nos sociétés. Une évolution inquiétante, bien au-delà des frontières américaines.

L'impact de la présidence Trump sur la démocratie américaine sera, espérons-le, limité par les contre-pouvoirs institutionnels et le retour au bon sens des citoyens américains. Cette présidence va néanmoins enclencher deux mouvements de long terme. La nomination de nouveaux juges très conservateurs à la Cour suprême, qui resteront en poste pour plusieurs décennies, aura une influence déterminante dans de nombreux domaines. Le probable retour en arrière de l'administration Trump sur la lutte contre le changement climatique, outre le mauvais exemple qu'il donnera aux autres pays, aura des conséquences terribles sur l'environnement.

Les risques de dérapage sur la scène internationale semblent quant à eux encore plus préoccupants. Donald Trump a déclaré à plusieurs reprises vouloir replier la puissance américaine sur elle-même, et renoncer aux visées interventionnistes. Cette attitude pourrait être plutôt rassurante, *a priori*. Mais en cas de désaccord grave avec la Russie ou la Chine, ou d'attaque terroriste majeure sur le territoire américain, comment réagirait un président à la personnalité aussi imprévisible et irrationnelle ?



Mots clés

Politique américaine
Donald Trump
Démocratie
Populisme